

RÉFUGIÉS ET DROITS DE L'HOMME

# Tenus à l'écart

David Angel

**Les droits de l'homme valent-ils pour tout le monde ? C'est à cette question que cinq orateurs ont tenté de trouver une réponse, lors d'une table ronde à l'université.**

« Il y a 51,2 millions de réfugiés dans le monde », lance Delphine Drapeau, Officier de protection pour l'Europe de l'Ouest du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Bruxelles en guise d'introduction. « Cela représente le chiffre le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. » Puis, pour mettre les choses au clair dès le début : « 86 pour cent de ces réfugiés se trouvent dans des pays en voie de développement, contrairement à ce que l'on pourrait croire. » En 2014, la Syrie aurait dépassé l'Afghanistan en termes de personnes déplacées, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Nous sommes au campus Walferdange de l'Université du Luxembourg, salle Piaget. Il est près de midi et la salle est comble. La plupart des auditeurs semblent être des étudiants. « Je suis ici parce que ça fait partie de mes cours, mais aussi parce que ça m'intéresse personnellement », explique un étudiant en histoire. Il est venu assister à la table ronde intitulée « Réfugiés et droits de l'homme ». Même si, à vrai dire, ce n'est pas une table ronde, mais plutôt une suite de brefs exposés. Les orateurs ? Des représentants de cinq organisations travaillant avec, pour ou sur les réfugiés : le HCR, Amnesty

International, Caritas, la Croix-Rouge et l'Asti.

C'est donc Delphine Drapeau du HCR qui assure l'ouverture, après une brève introduction par le professeur Jean-Paul Lehnens, responsable de la chaire Unesco en droits de l'homme à l'Université du Luxembourg. Le pays qui accueille le plus de réfugiés syriens au monde ? Le Liban, avec une population réfugiée qui représente environ 27 pour cent de la population totale. En guise de comparaison, au Luxembourg, ces réfugiés syriens représenteraient 0,02 pour cent de la population, affirme Delphine Drapeau.

**« 86 pour cent de ces réfugiés se trouvent dans des pays en voie de développement »**

Comment ces réfugiés, syriens ou autres, arrivent-ils en Europe ? « Faute d'alternatives légales, 165.000 personnes, toutes nationalités confondues, ont traversé la Méditerranée en 2014 », explique la représentante du HCR. Face à cette situation - qui, rappelons-le, a coûté la vie à plus de trois mille personnes en 2014 -, le Haut Commissariat tenterait de mettre en place des moyens légaux d'arriver en Europe. Ainsi, l'Allemagne aurait accepté d'accueillir 20.000 réfugiés syriens à ce jour. Le Luxembourg, 74.

Pour Nadine Conrardy, la tâche de

la Croix-Rouge luxembourgeoise, son organisation, consiste surtout à accueillir les demandeurs de protection internationale et à les accompagner tout au long de leur séjour, jusqu'à leur possible régularisation - ou leur expulsion.

Si l'asile est un droit humain - l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays » -, l'application des droits de l'homme n'est pas toujours garantie pour des demandeurs d'asile, selon Conrardy. Ainsi, le droit de se marier et de vivre en famille - « sans statut légal, pas de mariage » ou encore tout ce qui relève des droits sociaux ou culturels -, « c'est avant tout une question de moyens ou de documents ».

Pour Jean-Paul Lehnens, la discussion est l'occasion de revenir sur les expulsions récentes d'enfants scolarisés, pour certains arrêtés à proximité de leurs écoles : « Le précédent ministre de l'Immigration, Nicolas Schmit, nous avait promis que cela n'arriverait plus. Pourtant, c'est arrivé. » Et d'estimer qu'« il semble que nous nous trouvions sur la bonne voie maintenant ».

Au tour de Frank Wies, représentant de l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International, de présenter son point de vue : « Pour nous, en Europe, les droits humains semblent acquis. Mais les per-

sonnes qui viennent ici en tant que réfugiés viennent parce que justement, chez elles, ces droits ne sont pas du tout acquis. » Pour Wies, face à des mouvements comme Pegida, il est important que tout le monde s'investisse dans la défense et la promotion des droits de l'homme. Raison de plus pour lui de demander au gouvernement luxembourgeois d'accueillir au moins 600 Syriens, au lieu des 28 déjà installés et des 46 qui doivent encore arriver. Et de présenter la nouvelle pétition d'Amnesty à cette fin.

**« Pourquoi l'asile ne pourrait-il pas être accordé pour des raisons économiques ? »**

« Vous l'aurez compris : personne n'aura le droit de quitter la salle sans avoir signé la pétition d'Amnesty ! » C'est sous les rires du public qu'Yves Schmidt, de Caritas, ouvre son discours. « En préparant cette intervention, j'ai relu la Déclaration universelle des droits de l'homme », explique-t-il, avant d'étaler ses réflexions à ce propos : « Prenons l'article 13 par exemple, le droit à la libre circulation. En tant qu'Européen, on en profite largement. Mais si on n'est pas européen ? » Ça ne restera pas le seul article de la convention dont Schmidt met en évidence les divergences avec la réalité. Ainsi, le droit à l'asile : « C'est un droit fondamen-

Les droits de l'homme  
vendraient-ils aussi pour  
ces gens-là ? Réfugiés  
dans un centre de  
rétention grec en 2010.



PHOTO : WIKIMEDIA/GGIA

tal qu'on a tendance à mettre de côté. » Les migrants arrivant en Europe seraient souvent accusés d'être des réfugiés économiques. « Pourquoi l'asile ne pourrait-il pas être accordé pour des raisons économiques ? » Pour Schmidt, beaucoup de choses sont proclamées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, « mais toutes ne sont pas réalisées partout et pour tout le monde ». Pourtant, pour lui, toute violation ou menace de violation d'un des droits humains devrait être suffisante pour garantir le droit d'asile à la personne concernée.

Sérgio Ferreira, porte-parole de l'Asti, enchaîne : « Je me suis posé les mêmes questions par rapport aux droits humains que mon collègue de Caritas. » Et de citer l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droits et en dignité. » « Quand je suis né au Luxembourg, ai-je la même dignité que quelqu'un qui est né en Syrie, en Irak, en Afrique ? », s'interroge-t-il à voix haute. Pour Ferreira, la raison principale de l'immigration dite « clandestine » se trouve là : « Tout le monde cherche à vivre dignement ! »

Pourtant, « c'est par milliers qu'ils meurent en tentant de rejoindre l'Europe », explique le représentant de l'Asti, avant de lancer un appel : « Il faut dire stop à cette Europe forteresse ! Il faut qu'on travaille à des voies légales d'immigration au lieu

d'uniquement augmenter le budget de Frontex ! » Et de s'interroger, le cas de l'opération militaro-humanitaire italienne Mare Nostrum à l'appui, sur la solidarité entre Etats européens : « Si on veut parler d'Europe, il faudra l'appliquer tout le temps, et pas seulement quand ça nous arrange. »

### « Il faut qu'on travaille à des voies légales d'immigration au lieu d'uniquement augmenter le budget de Frontex ! »

Au tour des auditeurs de poser des questions maintenant. « Que se passe-t-il lorsqu'on ne connaît pas le pays d'origine d'une personne ? », demande un jeune homme. « Des personnes qui arrivent ici doivent passer plusieurs entretiens, leurs empreintes sont prises et contrôlées... S'il y a des doutes, des interrogatoires poussés ainsi que des tests linguistiques sont réalisés », répond Frank Wies d'Amnesty International.

« Quelles sont les différentes étapes lorsqu'on arrive au Luxembourg ? », veut savoir une personne au fond de la salle. « On va tenter d'abrégier », sourient les orateurs. « Un réfugié qui arrive au Luxembourg doit d'abord se présenter au ministère des Affaires étrangères ou, si le ministère est fermé, à la police », explique Frank Wies. « Il fixe un rendez-vous et y retourne quelques jours

après pour déposer sa demande d'asile. » En faisant cela, il gagnerait le droit aux aides sociales pour demandeurs de protection internationale. « En général, les nouveaux arrivants sont d'abord logés au foyer Don Bosco, puis dans un autre foyer après quelques semaines », continue Nadine Conrardy. Suit une première entrevue avec la police des étrangers, qui prend les empreintes de la personne. Puis une deuxième entrevue, appelée « entretien Dublin III » - il s'agit de vérifier si la personne aurait déjà pu déposer une demande d'asile dans un autre pays européen pour, le cas échéant, pouvoir l'expulser vers ce pays, responsable de sa demande. Un troisième entretien est ensuite passé au ministère de la Famille, afin de déterminer les raisons de la fuite.

Ensuite, il faut attendre : « Cela peut prendre plusieurs mois, voire plusieurs années », explique Wies. Après l'attente, la décision, qui peut être positive ou négative. En cas de décision négative, la personne en question peut déposer un recours. Une procédure au tribunal administratif, qui peut durer entre deux et douze mois - par instance - est déclenchée. A la fin, il y a l'expulsion, sous forme de « retour volontaire » ou de « retour forcé ». Selon Wies, entre le moment de l'entrée sur le territoire et l'expulsion, cinq ans peuvent s'écouler.

« Une régularisation massive de tous les sans-papiers et demandeurs d'asile se trouvant au Luxembourg se-

rait-elle réalisable ? », veut savoir une auditrice. « Bien sûr que nous ne pouvons pas accueillir tout le monde ici », rétorque Ferreira de l'Asti, « mais nous pourrions accueillir beaucoup plus de monde. » Même s'il estime que les autorités luxembourgeoises « n'aiment pas procéder à des régularisations en masse », ou alors sous des conditions très restrictives.

### « En tant que réfugié, vous êtes tenu à l'écart au Luxembourg »

En tout, six ou sept questions sont posées par le public. Puis, comme si souvent au Luxembourg, quand ça commence à devenir intéressant... « Encore une dernière intervention et puis on arrive déjà à la fin », avertit Lehnens. Une étudiante prend la parole. « Je suis moi-même venue au Luxembourg en tant que réfugiée », dit-elle. « J'ai été au Don Bosco, puis dans un autre foyer. Mes parents n'avaient pas le droit de travailler, ils passaient leurs journées au foyer », raconte-t-elle. « Le pire, c'est d'attendre. Et puis notre foyer n'était pas en ville, mais dans le Sud du pays. En tant que réfugié, vous êtes tenu à l'écart au Luxembourg. »